

## Davy SARRE

19 rue Saint Nestor - 69008 LYON

[davy-sarre@orange.fr](mailto:davy-sarre@orange.fr)

06.44.27.87.70

Né le 02/11/1988 à Saint Rémy (71)

Permis B



### **EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**

#### **Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2011 : Juriste, Cabinet d'Avocats LLC & Associés – Bureau de Lyon**

Activité de conseil et contentieux auprès de nombreuses collectivités publiques, entreprises publiques locales, sociétés de promotion immobilière, architectes, géomètres-experts, aménageurs, marchands de biens et sociétés commerciales, associations, particuliers, dans les domaines intéressant notamment :

- le droit des contrats publics et des montages contractuels complexes (passation, négociation, exécution, règlement amiable des litiges, contentieux),
- le droit des collectivités territoriales, les finances publiques, le droit de la fonction publique,
- le droit de l'urbanisme et de l'environnement.

#### **Activité connexe : Chargé d'enseignements** à la faculté de Droit de l'Université Lumière Lyon 2.

**2012-2013** : Préparation et direction de travaux dirigés **en contrats publics** (Master 1 droit public)

**2011-2012** : Préparation et direction de travaux dirigés **en droit constitutionnel** (licence droit, première année).

#### **STAGES :**

Avril 2011 à Août 2011 : Cabinet d'Avocats LLC & Associés à Lyon.

Janvier 2010 à Avril 2010 : Direction des affaires juridiques du Conseil général de Saône-et-Loire

- *participation à la rédaction d'un mémoire sur un contentieux du service de la commande publique*
- *participation au contentieux de l'action sociale du Département*
- *réponses juridiques aux questions posées par les différents services du Conseil général*

Septembre 2008 et Janvier 2009 : Collaborateur parlementaire d'un Député

- *étude de projet de loi, participation à la rédaction d'amendements, revue de presse, préparation des interventions médiatiques (Assemblée Nationale)*
- *dossiers thématiques en fonction des demandes des particuliers (permanence parlementaire)*

Octobre 2007 : Découverte du métier d'huissier de justice - étude de Me Sébastien Pinard à Chalon sur Saône

#### **EMPLOIS SAISONNIERS :**

- Juillet/Août 2010, Juillet 2009, Décembre 2008, Juillet/Août 2008 : Vacataire à la BNP Paribas (71)
- Août 2009 : Vacataire au Centre Médico-social de Chalon sur Saône (Conseil général de Saône-et-Loire)
- Été 2005 à Juin 2008 : formateur BAFA (*avec les CEMEA Bourgogne*), animateur (*diplômé BAFA depuis 2006*) et Assistant Sanitaire (*attestation de formation aux premiers secours et initiation à l'urgence cardiaque depuis 2001*)

### **FORMATION**

**2010/2011 Master 2 Droit des contrats publics**, mention assez bien (Université Nancy 2)

- *Contrats de la commande publique, montages contractuels complexes (simulation de passation, négociation, consultations juridiques, contrôle de gestion, etc.)*
- *Economie et finance du contrat, droit de la concurrence, droit pénal des affaires.*

**2009/2010 Master 1 Droit public**, mention assez bien (Université Lumière Lyon 2)

- *Droit de l'urbanisme, droit de l'environnement*
- *Droit de la fonction publique, des collectivités territoriales et des services publics*

**2008/2009 Licence en droit**, mention assez bien (Université Lumière Lyon 2)

**2005/2006 Baccalauréat scientifique**, spécialité physique chimie (Lycée Hilaire de Chardonnet, 71)

**Compétences informatiques** : B2I niveau 1 et 2 (2004), C2I niveau 1 (juin 2007)

#### **Langues :**

- Espagnol (lu, parlé, écrit)
- Anglais (scolaire)

### **DIVERS**

#### **Vie associative :**

- Membre de l'Association des Juristes Spécialisés en Contrats Publics ; (année 2010-2011 : Webmaster de l'AJSCP [www.contrats-publics.com](http://www.contrats-publics.com) ; rédaction de veilles juridiques)
- Membre de la MJC Monplaisir (69). Ancien Président (2010, 2011) de la MJC des Portes de la Bresse (71) ;

**Loisirs** : sport (badminton, golf, tennis), musique (guitare), voyages

## **PUBLICATIONS**

- « *Majoration des droits à construire de 30%* », Le Monde du Droit – LegalNews – Mars 2012 ;
- « *Règlementation de l'implantation des antennes-relais : compétence exclusive de l'Etat* », Le Monde du Droit – LegalNews 2011 ;
- « *Sur le caractère immédiat de la décision de suspension d'un agent* » - Lettre d'information LLC & Associés 2011 ;
- « *Modalités de publicités et marchés publics* », - Lettre d'information LLC & Associés 2011 ;
- « *Les nouveaux recours applicables aux contrats de la commande publique* », Mémoire de Master 1 – juin 2010, sous la Direction de Madame Muriel DREYFUSS (Université Lumière Lyon 2) ;
- PUBLICATION A VENIR : « La sous-traitance dans les contrats publics » (en cours de rédaction).

## **QUELQUES REFERENCES**

### **Contrats publics et montages contractuels complexes :**

- Accompagnement à la rédaction d'un contrat de type délégation de service public, sélection de l'opérateur chargé de l'aménagement et de l'exploitation d'un port de plaisance (assistance à la négociation) pour un projet à hauteur de 13 M € d'investissements (montages comportant un contrat de concession, une convention de fonds de concours et un contrat d'interface technique) ;
- Assistance d'une agence d'architectes dans les rapports contractuels avec divers pouvoirs adjudicateurs (optimisation de l'exécution des marchés publics, conseil, négociation avec les pouvoirs adjudicateurs, résolution amiable des litiges, assistance en cas de contentieux) ;
- Assistance d'une société commerciale irrégulièrement évincée d'une procédure de passation d'un marché public (recours « Tropic »)
- Assistance d'une société d'enlèvement de tags, graffitis dont l'offre n'a pas été retenue lors de la passation d'un marché public. Action en référé précontractuel. Suite au dépôt du référé, la collectivité a décidé de déclarer sans suite ce marché pour motif d'intérêt général (la collectivité a relevé des incohérences dans son DCE). Enjeux : marché à hauteur de 1,2 millions d'euros.

### **Droit des collectivités territoriales, finances publiques et droit de la fonction publique :**

- Assistance en appel (CAA) d'un groupe d'élus d'opposition qui a obtenu l'annulation du budget de leur Commune en première instance. La Commune a interjeté appel du jugement ;
- Assistance d'une Commune pour l'analyse juridique du cahier des charges intégré aux actes de vente de terrains communaux vendus dans le cadre de la politique de « l'habitat abordable » mise en œuvre par le conseil municipal depuis plusieurs années.
- Assistance d'un établissement public suite à l'action engagée par un ancien agent contractuel suite au non renouvellement de son contrat. ;
- Assistance d'un agent public mis en cause par une Chambre Régionale des Comptes (CRC) pour des actes susceptibles d'être qualifiés de gestion de fait. Après instruction du dossier, un non-lieu a été décidé à l'encontre de l'agent.
- Assistance d'un agent titulaire (fonction publique de l'Etat) pour la prise en compte de la totalité de sa carrière pour le calcul de ses droits à retraite et pour la valorisation de son avancement. L'agent avait démissionné avant d'être ensuite réintégré. L'administration a établi ses calculs uniquement sur la base de la seconde carrière. La caisse de retraite a reconnu son erreur en cours de procédure.

### **Droit de l'urbanisme, droit de l'environnement :**

- Assistance de riverains pour modifier un projet immobilier causant un préjudice de perte de vue directe sur la basilique de Fourvière. Problématique de valorisation de leur bien immobilier qu'ils souhaitent vendre ;
- Assistance d'un syndicat mixte suite à l'action en justice engagée par une association pour la défense de l'environnement contre une délibération approuvant un projet de contournement piéton autour d'un lac ;
- Assistance de riverains et négociation avec un promoteur pour modifier un projet immobilier de grande ampleur (enjeu supérieur à 8,5 M€). Le permis modificatif issu des négociations est devenu définitif.
- Audit pré-opérationnel de permis de construire et de recours contentieux portant sur des opérations de promotion immobilière complexes.